ORDONNANCE n° 068_
du 03/04/2024

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AFFAIRE :

UNITECH GLOBAL
RESSOURCES LIMITED
(SCPA IMS)

Le juge des référés, statuant en matière d'exécution à l'audience publique du vingt neuf février deux mille vingt quatre, tenue au palais du tribunal de commerce de Niamey par Monsieur *Souley Moussa*, président, avec l'assistance de Maître *Hamani Hadiza Daouda*, greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE :

C/

MOOV AFRICA NIGER SA
(Ex. Atlantique Telecom Niger SA)
(Me Mougai Ganao Sanda Oumarou)

Unitech Global Ressources Limited SA : ayant son siège social à Niamey, Dar-Es-Salam, Tél : (+227) 90906666, RCCM-NE-NIM-01-2020-B14-00004, représentée par son directeur général, assistée de la SCPA IMS, Avocats associés, Rue KK 37, porte 128, B.P : 11457 Niamey-Niger, Tél : (+227) 20370703, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Demanderesse, d'une part ;

PRESENTS :

Président :
SOULEY MOUSSA

ET

Greffière :
Me Hamani Hadiza Daouda

Moov Niger Africa Niger SA : avec conseil d'administration, ayant son siège social à Niamey, 720, boulevard du 15 avril, RCCM-NI-NIM-2003-B-1095, NIF : 1623/R, BP : 13.379 Niamey, prise en la personne de son directeur général, Monsieur Baba Ali Abdelali, assistée de Maître Mougai Ganao Sanda Oumarou, avocats à la Cour, moungaioumarou@yahoo.fr, BP : 174, Tél : (+227) 84353535 / 96898593 / 98090994, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Défenderesse, d'autre part ;

Par exploit en date du vingt et trois janvier deux mille vingt quatre de Maître Mahamane Idi Liman Daouda, huissier de justice près le tribunal de grande instance hors classe de Niamey, la société Unitech Global Ressources Limited SA a assigné la société Atlantique Telecom Niger SA devenue Moov Africa Niger SA devant le tribunal de céans à l'effet, en cas d'échec de la tentative de conciliation, s'entendre :

- Constaté, dire et juger que Atlantique Telecom Niger (Moov Niger) est sa débitrice solidaire avec la société de Technologies Services (MTS) ;
- Condamner, par conséquent, Atlantique Niger (Moov Niger) à lui payer la somme due correspondant au montant de vingt quatre millions cinq cent mille (24.500.000) F CFA et la somme de soixante millions (60.000.000) F CFA à titre de dommages et intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la décision à venir sous astreinte de deux millions (2.000.000) F CFA par jour de retard ;
- Condamner aux entiers dépens.

Sur les faits

La requérante expose par la voix de son conseil qu'elle qu'un protocole d'accord de mise en œuvre de travaux objet de la commande n° DAF01BC20010001 du 2 février 200 a été signé entre Atlantique Telecom (Moov Niger) et la société de Technologies et Services (MTS) le 5 mai 2020. Après le décès du représentant de MTS, Unitech Global Services Limited SA a manifesté son désir de poursuivre l'exécution du bon de commande référencé mais Moov Niger ne lui a donné aucune réponse. En lieu et place, elle a découvert que l'exécution du bon de commande a été confiée à un autre entrepreneur.

Unitech Global Services Limited SA prétend que le comportement de la requise porte atteinte à ses droits contractuels. Elle invoque le bénéfice des dispositions des articles 1202 et 1203 du code civil qui prévoient la solidarité contractuelle et offrent l'option au contractant de poursuivre contre le débiteur de son choix. Elle souligne que le protocole qu'elle a signé avec MTS a prévu la solidarité à l'égard de Moov Niger par rapport à l'exécution du bon de commande en question. Elle demande au tribunal de lui accorder l'entier bénéfice de son action.

Répliquant par le truchement de son conseil, la requise relate qu'elle a effectivement confié à la société Mondial Technologies Services (MTS) diverses prestations à travers le bon de commande n° DAF01BC20010001 pour un montant de trente cinq millions sept cent mille (35.700.000) F CFA. Seulement, elle précise qu'elle n'est pas partie au protocole d'accord signé entre sa contradictrice et MTS.

Moov Africa Niger SA prétend que la clause de solidarité contenue dans ce protocole ne peut l'engager dès lors qu'elle n'en est pas signataire et qu'elle n'a donné aucun pouvoir à MTS dans ce sens. Elle invoque les dispositions de l'article 1165 du code civil qui prévoit que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et demande au tribunal de débouter la requérante de toutes ses demandes, fins et conclusions. Elle estime qu'en l'assignant en paiement d'une dette qu'elle n'a pas contractée Unitech Global Services Limited SA ne vise qu'à lui nuire. Elle soutient que c'est par méchanceté et abus que la requérante l'a assignée. Elle sollicite sa

condamnation au paiement de somme de vingt cinq millions (25.000.000) F CFA de dommages et intérêts pour action malicieuse, vexatoire et abusive en application des dispositions de l'article 15 du code procédure civile. Elle ajoute que la présente action l'a obligée à recourir aux services d'un avocat-conseil pour une meilleure défense et demande la somme de dix millions (10.000.000) à titre de frais irrépétibles.

Sur ce

Discussion

En la forme

Attendu que l'action de la requérante est introduite suivant la forme et le délai prescrits par la loi ; Qu'elle est, donc, recevable ;

Au fond

Sur la demande principale

Attendu que les parties querellent la responsabilité contractuelle solidaire de Moov Africa Niger SA sur le fondement de l'accord portant exécution du bon n° DAF01BC20010001 ;

Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 1165 du code civil « les contrats n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121 » ; Que l'article 1121 ainsi visé traite des cas de la stipulation pour autrui et de la donation ;

Attendu, d'autre part, que la solidarité contractuelle suppose la partie dont la responsabilité est engagée soit signataire du contrat aux côtés d'une autre ; Qu'elle ait, ainsi, librement exprimé son engagement à la solidarité contractuelle ;

Attendu, en l'espèce, que l'appréciation de la copie de l'accord produite au dossier n'est nullement signée par la requise ; Qu'il n'y appert, non plus, qu'elle ait donné un quelconque mandat dans ce sens ; Que l'accord intervenu entre la requérante et MTS lui est catégoriquement étranger ; Qu'il ne peut valablement engager sa responsabilité ; Qu'il y a lieu de débouter Unitech Global Ressources Limited de toutes ses demandes, fins et conclusions ;

Sur la demande reconventionnelle

Attendu que Moov Niger SA introduit une demande reconventionnelle depuis la phase de mise en état par laquelle elle demande le paiement de la somme de vingt cinq millions (25.000.000) F CFA de dommages et intérêts et celle de dix millions (10.000.000) F CFA de frais irrépétibles ; Qu'elle déclare s'en tenir à ces conclusions à la barre ; Qu'il y a lieu de la recevoir ;

Sur les dommages et intérêts

Attendu que la requérante a assigné Moov Niger SA en vertu d'un accord qui lui est catégoriquement étranger ; Que cette action est manifestement abusive et manque de base sérieuse ; Qu'elle porte un préjudice certain à la requise ; Qu'il convient de condamner Unitech Global Ressources Limited à lui réparer ledit préjudice ;

Attendu que la requise n'apporte pas les éléments permettant d'apprécier avec certitude l'étendue du préjudice ; Que la somme réclamée paraît exagérée ; Qu'il convient de la ramener à un niveau raisonnable et de condamner la requérante à lui payer la somme de un million (1.000.000) F CFA de dommages et intérêts ;

Sur les frais irrépétibles

Attendu qu'il est évident que l'action de la requérante a exposé la requise à effectuer des dépenses allant des frais d'avocat aux tractations diverses pour mieux assurer sa défense ; Que celle-ci n'apporte pas les éléments nécessaires pour apprécier avec exactitude l'étendue des dépenses effectuées ; Qu'il convient de revoir le montant à la somme raisonnable de et de condamner la requérante au paiement de la somme de un million (1.000.000) F CFA de frais irrépétibles ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu que la requise demande d'assortir la décision à intervenir de l'exécution provisoire ; Qu'il y a lieu de dire que le présent jugement est d'exécution provisoire en application des dispositions de l'article 54 de la

Sur les dépens

Attendu que Unitech Global Services Limited SA a succombé ; Qu'elle sera condamnée aux entiers dépens ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

En la forme

✓ Reçoit Unitech Global Ressources Limited en son action régulière ;

Au fond

- ✓ Déboute Unitech Global Ressources Limited de toutes ses demande, fins et conclusions ;
- ✓ Reçois Moov Africa Niger SA en sa demande reconventionnelle ;
- ✓ Condamne la requérante à lui payer la somme de un million (1.000.000) F CFA de dommages et intérêts ;

- ✓ La condamne, en outre, à lui payer la somme de un million (1.000.000) F CFA de frais irrépétibles ;
- ✓ Dit que le présent jugement est d'exécution provisoire ;
- ✓ Condamne la requérante aux entiers dépens.

Avisé les parties qu'elles disposent d'un délai d'un (01) mois, à compter de la signification du présent jugement, pour former pourvoi devant la cour de cassation par dépôt d'acte de pourvoi au greffe tribunal de commerce de Niamey.

Ainsi fait et jugé le jour, an et mois que dessus.

Ont signé :

Le Président

Le Greffier

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, LE 26/04/2024

LE GREFFIER EN CHEF